

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 16 JUIN 2025**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 15		
QUORUM : 8		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
12	0	3
OBJET DE LA DECISION		
N° 25/347		
ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'UN MONTANT DE 42 000 € A L'ASSOCIATION DE PREVENTION ET D'AIDE A L'INSERTION (APEA) - ANNEE 2025 - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS.

ABSENTS :

M. Robert BENEVENTI, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 25/347

BUREAU DU 16 JUIN 2025

**O B J E T : ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'UN MONTANT
DE 42 000 € A L'ASSOCIATION DE PREVENTION ET
D'AIDE A L'INSERTION (APEA) - ANNEE 2025 -
AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la
Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au
Bureau,

VU l'avis favorable de la Commission Politique de la Ville et Habitat en date du 4 juin 2025,

VU le projet de convention d'objectifs ci-annexé,

CONSIDERANT que l'Association de Prévention et d'Aide à l'insertion (APEA) a pour objet la mise en œuvre d'actions de prévention spécialisée, l'insertion sociale et professionnelle, l'hébergement et l'accès à un logement, le soutien et l'accompagnement des familles à la scolarité, la santé et l'accès aux soins, du diagnostic, du développement, de l'évaluation et de la formation

CONSIDERANT que la demande de subvention de l'APEA a pour objet de renforcer l'action de prévention spécialisée, particulièrement auprès des jeunes en difficulté et de leurs familles sur les communes de La Seyne-sur-Mer et de Six-Fours-les-Plages,

CONSIDERANT que dans le cadre de la compétence de la Métropole en matière de politique de la ville, il est proposé de soutenir ces actions en attribuant à l'APEA à une subvention d'un montant de 42 000 euros au titre de l'année 2025,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer la convention d'objectifs ci-annexée avec l'Association de Prévention Spécialisée (APEA).

ARTICLE 3

D'AUTORISER Monsieur le Président à prendre tout acte et à signer tout document tendant à rendre effective cette décision.

ARTICLE 4

D'ATTRIBUER à l'Association de Prévention et d'Aide à l'Insertion (APEA) une subvention de 42 000 euros (quarante-deux-mille euros) au titre de l'année 2025.

ARTICLE 5

DE DIRE que les crédits seront prélevés sur l'opération N°5262, article N°65748 du Budget Principal 2025.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 16 juin 2025

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR	12
CONTRE	0
ABSTENTION	0



Contrat d'Engagement Républicain

Décret no 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi N° 2000-321 Du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain Des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « *s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...)* », « *à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République* » et « *à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public* ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

ENGAGEMENT N° 1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.



ENGAGEMENT N° 2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression. Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

ENGAGEMENT N° 3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

ENGAGEMENT N° 4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi. Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations. Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

ENGAGEMENT N° 5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme. Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

ENGAGEMENT N° 6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine. Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence. Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement. Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

ENGAGEMENT N° 7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.

Je soussigné(e), (prénom, nom et qualité) Lustina DE ROBERTIS,
Présidente

dûment habilité(e) par l'association/ ~~la fondation~~

APSA
Association de Prévention Et d'Aide à l'insertion

- Reconnais avoir pris connaissance du présent Contrat d'Engagement Républicain et en accepter les termes, le faire connaître aux membres de l'association et à l'afficher dans les locaux utilisés,

- M'engage à informer la Métropole TPM des manquements à ces principes dont nous pourrions avoir connaissance.

- Atteste être informé(e) que le non-respect de ces dispositions et des termes du Contrat d'Engagement Républicain entraîneront soit le refus de l'attribution de la subvention soit, si elle a déjà fait l'objet d'une décision d'attribution, le retrait de celle-ci et la restitution des sommes versées.

Le , 24 janvier 2024 à La Seyne-sur-Mer

Lu et approuvé, bon pour engagement,

Nom et prénom du représentant légal de l'association

DE ROBERTIS Lustina

Signature



ASSOCIATION DE PREVENTION
ET D'AIDE A L'INSERTION
5, Avenue Garibaldi
83500 LA SEYNE/MER
N° SIRET : 381 159 177 00033
APE 8899A

**CONVENTION D'OBJECTIFS ENTRE LA METROPLE TOULON PROVENCE
MEDITERRANEE ET L'ASSOCIATION DE PREVENTION ET D'AIDE A L'INSERTION
(APEA)**

Prise en application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 et du décret N° 2001-495 du 6 juin 2001 relatifs à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques.

ENTRE

La Métropole « Toulon Provence Méditerranée », ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107 boulevard Henri Fabre, CS30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président, **Monsieur Jean-Pierre GIRAN** agissant en vertu de la **décision n°** / du Bureau Métropolitain en date du

ci-après désignée *la Métropole*,

d

ET

L'Association de Prévention et d'Aide à l'insertion, ayant son siège 5 avenue Garibaldi, 83500 LA SEYNE SUR MER, représentée par **Madame Cristina DE ROBERTIS**, agissant en qualité de Présidente,

ci-après désignée l' « **Association de Prévention et d'aide à l'insertion** »

Il est convenu ce qui suit :

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

L'Association de Prévention et d'Aide à l'insertion (APEA) met en œuvre d'une part, auprès d'un public jeune en difficulté, des actions de prévention spécialisée, en lien avec une démarche d'insertion sociale et professionnelle et d'accompagnement de ces jeunes, et pour ce faire elle fonctionne en réseau sur plusieurs communes de la Métropole.

Dans le cadre de sa compétence politique de la ville et plus particulièrement de sa compétence prévention de la délinquance, la Métropole TPM, favorise la mise en réseau des acteurs de la prévention et de l'insertion, par le soutien à des projets thématiques intéressant sur plusieurs communes.

Compte tenu de l'intérêt de ces projets, la Métropole s'engage à soutenir financièrement les actions de prévention spécialisée de l'APEA intervenant sur plusieurs communes de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, et en particulier à soutenir ses équipes de prévention spécialisée.

La présente convention est établie pour fixer les modalités de ce soutien.

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 : ENGAGEMENT DE L'ASSOCIATION DE PREVENTION SPECIALISEE (APEA)

L'APEA s'engage à mettre en œuvre son programme d'activités 2025 et à informer La Métropole Toulon Provence Méditerranée de ses réalisations et de ses projets.

Descriptif de l'action de prévention spécialisée :

L'Association APEA assure une médiation, une orientation et un accompagnement auprès d'un public de jeunes mineurs, de jeunes adultes en difficulté, de familles et de personnes isolées, par un travail en réseau avec les différents acteurs de l'insertion, du développement social urbain, du logement, de la santé notamment.

L'APEA intervient avec ses équipes de prévention spécialisée, sur deux communes de l'ouest de la métropole TPM :

- **La Seyne-sur-mer,**
- **Six-Fours-les-plages,**

L'action de prévention spécialisée s'articule avec une démarche de médiation sociale, d'insertion sociale et professionnelle, d'hébergement, d'accès au logement, et à des actions liées la santé

Il s'agit de permettre aux enfants, aux adolescents et aux jeunes majeurs avec le soutien de leurs parents, de participer et de s'intégrer aux activités régulières d'éducation et de socialisation, de faire face aux difficultés qui gênent leur insertion ou leur promotion sociale, de faciliter la transition vers un mode de vie adulte autonome et indépendant

L'un des premiers objectifs est d'accueillir et d'aller à la rencontre des jeunes et de leurs parents, de favoriser le développement personnel des jeunes et leur intégration sociale

Le second objectif est de prévenir les situations de ruptures ou de conflits et de limiter leur aggravation par un traitement coordonné des situations et une prise en charge des personnes inscrites dans des conduites à risques, visant également à éviter la dégradation du climat social et prévenir l'entrée dans la délinquance. Une attention particulière sera portée aux abords des établissements scolaires ainsi qu'aux lieux identifiés ou signalés de regroupement de la jeunesse.

Le troisième objectif est de favoriser l'insertion sociale, l'intégration scolaire et l'insertion professionnelle.

L'APEA s'engage à participer activement au renforcement des dispositifs territoriaux tels que le contrat de ville, les conseils citoyens et tables de quartiers, la Gestion Urbaine et Sociale de proximité, à travers une coordination renforcée avec le service Cohésion Sociale et Territoriale de la Métropole.

L'APEA s'engage à établir un diagnostic local annuel détaillé, répondant aux critères définis dans l'annexe I de cette convention (synthèse annuelle de l'action par commune).

L'APEA s'engage à participer aux comités opérationnels et de suivi, pilotés par la Métropole, dès lors qu'elle y sera invitée.

Durée de l'action : annuelle.

ARTICLE 2 : EVALUATION DES ACTIONS

L'APEA s'engage à procéder à la fin de l'année en cours à une évaluation des actions sur des critères à la fois quantitatifs, qualitatifs et financiers.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENT DE REFERENCE DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

En vertu de la décision n°25/ du Bureau Métropolitain en date du XX la Métropole s'engage à soutenir financièrement l'APEA au cours de l'exercice 2025, par le versement d'une subvention d'un montant total de **42 000 €**.

Cette subvention a pour objet d'accompagner l'APEA dans la réalisation de ses projets, en particulier le renforcement de ses équipes de prévention spécialisée.

ARTICLE 4 : LES FINANCEMENTS

Le budget prévisionnel global pour l'action à La Seyne sur Mer est estimé à 950 809 €. Les financements prévisionnels sont les suivants :

Métropole TPM	25 000 €
Commune de la Seyne	42 437 €
Conseil Régional	0 €
Etat	64 728 €
Vente presta	1 590 €
Dot et prod tarif	805 567 €
Gestion courante	46 €
Produits exceptionnels	4 731 €
Transferts de charge	6 710 €

Contribution volontaire en nature non comptabilisées 47 600 €

Le budget prévisionnel global pour l'action à Six-Fours est estimé à 282 691€. Les financements prévisionnels sont les suivants :

Métropole TPM	18 000 €
Commune Six-Fours	57 665 €
Vente presta	210 €
Dot et prod tarif	204 598 €
Transferts de charges	1 828 €
Produits exceptionnels	378 €
Autres produits Gest cour	12 €

Contribution volontaire en nature non comptabilisées 14 640 €

Les financements octroyés par la Métropole TPM sont répartis de la manière suivante :

- La Seyne sur Mer : 24 000 euros
- Six-Fours : 18 000 euros

ARTICLE 5 : DUREE

La présente convention est conclue pour l'année 2025.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

D'une façon générale, la Métropole s'engage à communiquer à l'APEA tous les éléments administratifs et financiers nécessaires pour remplir ses missions.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'APEA

L'APEA s'engage :

- à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité afin que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée. Elle devra être en mesure de justifier de la souscription de ces polices et du paiement effectif des primes correspondantes,
- à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme aux dispositions au règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de Réglementation comptable et à faire approuver ses comptes par ses organes compétents,
- à ventiler les différentes catégories de ressources et apporter toutes précisions nécessaires pour faciliter le suivi de l'emploi des subventions métropolitaines,
- à valoriser et préciser les mises à disposition de personnes, de biens meubles et immeubles en annexe des comptes annuels, et ce d'où qu'elles proviennent,
- à faciliter le contrôle, par les services de la Métropole, de la réalisation des objectifs précités et l'accès aux documents administratifs et comptables,
- à fournir à TPM un **bilan intermédiaire qualitatif, quantitatif et financier au 31 décembre 2025** attestant notamment de la réalisation du plan de financement, **ainsi que le bilan financier et le compte de résultat de la structure dans les 6 mois suivants.**

Le respect des présentes prescriptions est impératif. A défaut, la Métropole pourra suspendre le versement de la subvention, voire demander le versement des acomptes versés.

ARTICLE 8 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION PAR LA METROPOLE TPM

Le montant de la subvention est arrêté à **42 000 €** (quarante-deux mille euros). Il est imputé sur le budget métropolitain de l'exercice 2025. Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon.

La subvention sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales, en un seul versement.

Le montant de la subvention est crédité, selon les modalités ci-dessus, sur le compte ouvert au nom de l'APEA par virement bancaire.

ARTICLE 9 : LES MODIFICATIONS A LA CONVENTION

La présente convention pourra être modifiée par avenant.

ARTICLE 10 : RESILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

Toute utilisation différente de leur destination des biens mis à disposition sans accord préalable et exprès de la Métropole entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention sans préavis ni indemnité sur simple lettre de la Métropole.

La présente convention pourra en outre être dénoncée à la demande d'une des parties signataires, par lettre recommandée, moyennant un préavis de six mois à compter de la notification.

ARTICLE 11 : REVERSEMENT DE TOUT OU PARTIE DE LA SUBVENTION

En cas de non-respect par l'association de ses engagements, ou en cas de résiliation intervenant dans l'un des cas fixés par l'article précédent, l'association reversera à la Métropole les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 12 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande, sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'actions relevant de la compétence de droit commun du service cohésion sociale et territoriale.

Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande, aux membres de la commission politique de la Ville, et si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution. Les durées de conservation en matière de mandatement correspondent aux obligations légales en vigueur pour les questions de comptabilité publique.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : donnees_personnelles@metropoletpm.fr

- Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL :

- Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>

- Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex

ARTICLE 13 : ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution de la présente convention les parties font élection de domicile au siège de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, 107 boulevard Henri Fabre, CS30536, 83041 Toulon Cedex 9.

ARTICLE 14 : LITIGES

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de Toulon sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 15 : LA LEGALITE DE LA CONVENTION ET SA NOTIFICATION

La présente convention ne sera exécutoire qu'après notification à l'association.

Fait en deux exemplaires à Toulon, le

L'Association de Prévention et d'Aide
à l'insertion

La Métropole
Toulon Provence Méditerranée

La Présidente,
Cristina DE ROBERTIS

Le Président,
Jean-Pierre GIRAN

ANNEXE I : LE PROJET

L'association s'engage à mettre en œuvre le projet visé à l'article 1^{er} de la présente convention :

Projet : Prévention Spécialisée

Charges du projet	Subvention sollicitée auprès de la Métropole	Somme des financements publics (affectés au projet)
1 233 500€	43 000 €	1 174 995€

a) Objectif(s) :

- PREVENIR L'INADAPTATION SOCIALE de l'enfance et de la jeunesse dans les territoires de La Seyne sur mer et Six-fours les plages.

1 - ACCUEILLIR et ALLER à LA RENCONTRE des jeunes et de leurs parents

2 - FAVORISER le développement et leur intégration sociale Et PRÉVENIR les ruptures et les conflits.

3 - FAVORISER L'INSERTION SOCIALE, L'INTEGRATION SCOLAIRE et L'INSERTION PROFESSIONNELLE

b) Indicateurs :

1. Indicateurs quantitatifs :

- Nombre de bénéficiaires et leur typologie, par domaine d'intervention
- Nombre de bénéficiaires dont ceux issus de QPV

2. Indicateurs qualitatifs :

- Enjeux et perspectives pour l'année de demande de subvention
- Réalisations pour l'année échue

3. Diagnostic local annuel :

Une synthèse de l'action déployée et conduite par territoire communal (La Seyne/ Six fours)

- Bassin géographique concerné (commune et Unité territoriale sociale de référence)
- Couverture, modalités d'intervention et mise en œuvre de la mission sur le territoire (services, permanences identifiées, travail de rue)
- Données chiffrées : nombre de personnes accompagnées par tranche d'âge et secteur géographique
- Difficultés identifiées rencontrées par les jeunes et leurs familles et le traitement apporté par thématique (logement, santé, emploi, insertion, éducation et scolarisation, formation professionnelle, animation culturelle et sportive, transports, etc.) :
- Les relations partenariales et modes de collaboration propre au territoire concerné.
- Outils complémentaires à la prévention spécialisés mis en œuvre sur le territoire.
- Modalités d'évaluations internes et avec les partenaires du territoire ;

c) Public(s) visé(s) :

L'activité de prévention de l'inadaptation sociale de l'enfance et de la jeunesse s'adresse à :
- l'ensemble des enfants, des adolescents et des jeunes majeurs présents dans les villes de la Seyne/Mer et de Six-fours les plages ;

- particulièrement aux jeunes et à leur famille, qui vivent dans les quartiers en difficulté de cette ville.
- et surtout aux enfants, aux adolescents, aux jeunes majeurs, laissés à eux-mêmes ou dont les liens avec le monde des adultes sont distendus, fréquentant beaucoup la rue de leur cité ou de leur quartier,
- et à leurs parents qui rencontrent des difficultés à exercer leur rôle éducatif auprès de leurs enfants.

d) Localisation :

L'action concerne d'une part le territoire communal de la Seyne sur Mer et en particulier les territoires prioritaires ciblés par la politique de la ville :

- le grand ensemble de cités HLM de Berthe dans la partie nord de la commune classé en QPV
- le centre ancien de La Seyne sur Mer, classé en QPV (Quartier Prioritaire de politique de la Ville)
- les cités HLM de la partie sud de La Seyne : Cité hlm La Présentation (Quartier en Veille Active QVA), Cité hlm Mont des Oiseaux, Cité Hlm La Rouve, Cité hlm La Maurelle. Le service de prévention de l'APEA est composé de deux Equipes éducatives correspondant à deux grands secteurs urbains de 15 000 habitants, le secteur « du grand ensemble HLM de Berthe » et le « secteur du centre ancien, cités HLM sud ».
- D'autre par l'action concerne le territoire communal de Six fours, particulièrement le centre-ville et les cités HLM de la ville historiques ou plus récentes (la Cauquière, Renaudel, Reynier Haut, le Parc des Tamaris, la Coudoulière, Barras, etc...) et s'étend jusqu'à ses quartiers littoraux.

e) Moyens mis en œuvre :

Moyens matériels :

Horaires de fonctionnement général des services : Du lundi au vendredi : de 9h30 à 12h00 et de 14h à 18h30

Locaux :

A la Seyne : - Résidences HLM Les Roses Entrée 1: du lundi au vendredi de 09 H 30 à 12 H et de 14 H à 17 H

- Centre-Ville local au 60, rue Blanqui : du lundi au vendredi de 09 H 30 à 12 H et de 14 H à 17 H

Et permanences d'accueil dans les cités de 16h30 - 18h30.

A Six-fours : Structure Aiguebelle, 429 Rocade des Playes : du lundi au vendredi de 09 H 30 à 12 H et de 14 H à 17 H et permanences d'accueil/ travail de rue dans les cités de 16h30 - 18h30.

Autres moyens matériels :

-à La Seyne : deux véhicules de type micro-car de huit places par Équipe ainsi qu'un véhicule Kangoo

-à Six-fours les plages : Un véhicule de type micro-car de huit places

Outil bureautique : téléphone, copieur, PC, accès internet sur chaque service.

Moyens humains :

L'activité de prévention de l'inadaptation sociale des jeunes est réalisée par deux Équipes de prévention à la Seyne et une équipe de prévention sectorisées et encadrées, constituées de professionnels du secteur éducatif et social diplômés d'Etat, d'un responsable de service et d'un secrétariat de structure pédagogique et social, dotées d'une Direction et d'un service d'Administration.

ANNEXE II : LE BUDGET DU PROJET

Dépenses prévisionnelles 2025		Recettes prévisionnelles 2025	
1 233 500€		1 233 500€	
Achats	24 175€	Prestations de service	1 800€
Services Extérieurs	55 899€	Dotations & produits de tarification (CD)	1 010 165€
Autres services extérieurs	43 134€	Subventions d'exploitation :	207 830€
Impôt et taxes	101 098€	<i>Etat (FIPD-DDETS)</i>	64 728 €
Rémun. Personnel	982 803€	<i>Conseil Régional</i>	0€
Autres charges de gestion courante	606€	<i>Communes</i>	100 102€
Dotations Amortissements	25 785€	M.TPM	43 000€
		Autres produits (75/77/79)	13 705€

